

pas des ressorts de cette région, tels qu'ils se sont constitués à travers l'histoire.

Nous avons souligné qu'il y avait une différence fondamentale entre, d'une part, l'hostilité irréductible qui a caractérisé les relations franco-allemandes ou sino-japonaises au cours de longues périodes historiques et, d'autre part, l'hostilité irréductible qui caractérise les rapports arabo-israéliens. La France et l'Allemagne, la Chine et le Japon sont des peuples, des nations qui ont une longue histoire de voisinage. Quels qu'aient été les différends entre eux, ils étaient condamnés à vivre côte à côte. Ce n'est pas le cas des Arabes avec Israël. C'est pour cela que la partie israélienne doit montrer son aptitude à appartenir à cette région, et pas en s'appuyant sur l'usage de la force. Car rien ne garantit que la force assurera éternellement la suprématie d'Israël.

Nous avons ensuite exposé à quelles conditions Israël pouvait montrer ses bonnes intentions d'appartenir à la région. Nous n'entendons pas par là les conditions reconnues internationalement pour le règlement du conflit, qui sont du ressort des centres de décision politiques. Les conditions dont nous parlons, nous ne cherchons pas à les imposer à Israël. Nous considérons que c'est en y souscrivant volontairement qu'Israël prouvera ses bonnes intentions et son désir sincère de coexistence. Et qu'il montrera peut-être aussi qu'est-ce qui peut garantir la coexistence à long terme.

Nous avons donné pour exemple de ces conditions qu'Israël renonce à ses « relations spéciales » avec une ou plusieurs grandes puissances occidentales, qu'il adopte le principe du non-alignement, qu'il renonce à son arsenal nucléaire comme garantie de son hégémonie, qu'il accepte, de concert avec les autres Etats de la région, le principe de la vérification et de l'inspection réciproques des sites des armes d'extermination. Nous n'avons pas demandé qu'Israël rompe ses relations avec les pays développés, mais au contraire qu'il mette le lien qu'il a avec le

monde développé au service de l'ensemble de la région, au lieu de l'exploiter à son seul bénéfice et au détriment des peuples de la région. Nous avons souligné que l'acceptation de ces principes constitue la seule entrée en matière possible pour discuter des perspectives de coopération dans la période de l'« après-règlement », sur des bases qui permettrait un vrai dialogue.

Les orateurs israéliens ont cherché à distinguer le « radicalisme » des Égyptiens de la « modération » ou de la « sagesse » des Palestiniens venus des territoires occupés. Ils ont affirmé que le « radicalisme » des uns et la « modération » des autres les avaient également surpris. En fait, ce qui sous-tend ce commentaire, c'est la tentative d'exploiter le colloque à des fins politiques ou de propagande servant les plans immédiats d'Israël et sans aucun rapport avec l'objet du colloque, tel que défini dans la lettre d'invitation, à savoir une réunion scientifique consacrée à l'étude des perspectives de coopération après le règlement. L'exploitation politique a atteint un tel point que les Israéliens ont prétendu que Faysal Husseini et Hanna Siniora avaient déclaré au cours du colloque qu'ils acceptaient l'arrêt du soulèvement ! Voilà la seule chose qu'Israël attend de la « modération » palestinienne. En tout cas, tous les participants peuvent témoigner combien cette affirmation était mensongère.

Mohamed SID-AHMED
Al-Ahrâm, 12 avril 1989.

BAYT RIMA, UN VILLAGE DANS LE SOULÈVEMENT

Bayt Rima. Un village de 4000 habitants, à 28 kilomètres au nord-ouest de Ramallah.

La population vit de l'agriculture, du commerce et des emplois administratifs dans le secteur des services de Ramallah. Le village partage avec une localité voi-

sine, Dayr Ghassana, un conseil municipal commun.

Près de Bayt Rima, la colonie de Beit-Souf, installée sur les terres du village de Nabi Saleh, entretient une tension permanente dans la région dont les habitants sont souvent pris à partie par les colons et par les soldats israéliens. Depuis le début du soulèvement, le 8 décembre 1987, Bayt Rima a dû faire face à plusieurs attaques de colons et de l'armée. La résistance s'est organisée par le biais d'un comité populaire, formé de toutes les forces politiques implantées localement, qui a dirigé la défense du village contre les incursions brutales des bandes de colons.

Le village a subi plus d'une cinquantaine d'assauts durant la première année du soulèvement, nous ont dit quelques habitants. La plupart de ces assauts ont été mis en échec par la population, grâce à l'action des unités de garde. Celles-ci avertissent les habitants des menaces en même temps qu'elles remplissent d'autres tâches comme le maintien de l'ordre et la surveillance des agents de l'occupation. A ce propos, il faut signaler que les habitants ont attaqué aux cocktails Molotov les maisons de deux collaborateurs, une fois en novembre 1988 et la deuxième fois le 4 février dernier.

Les mesures répressives prises par les forces d'occupation contre le village ont incité les forces patriotiques à former des comités populaires qui, sous diverses appellations, s'occupent chacun d'un volet essentiel de la vie locale.

Le comité des affaires économiques, par exemple, fournit une assistance alimentaire et gère le ravitaillement, surtout durant les jours de couvre-feu ou pendant les périodes où le village est soumis à un blocus — cela peut durer plusieurs semaines. Dans ces cas, les troupes d'occupation empêchent en effet l'introduction de denrées alimentaires à Bayt Rima.

De son côté, le comité des affaires sociales s'est attaché à resserrer les liens de solidarité entre les habitants. C'est ainsi

qu'il ouvert les yeux de la population sur le problème de l'aide aux jeunes dont la situation matérielle précaire leur interdit d'envisager le mariage. La question a son importance dans la stratégie de lutte contre l'occupation. Le comité a donc organisé une réunion à laquelle ont participé la plupart des habitants, et notamment les figures respectées du village. A l'issue d'une longue discussion, un document a été signé qui fixe un plafond de cinq cents dinars jordaniens à la dot traditionnellement versée à la mariée et annule les autres formes de célébration, telles qu'elles avaient cours avant le soulèvement.

Du comité des affaires sociales est née une autre structure, dite comité de réforme. L'une de ses principales tâches a été de résorber les inimitiés et d'aplanir les différends qui surgissent entre les familles, pour quelque raison que ce soit. La célérité avec laquelle ce comité a agi s'est reflétée très heureusement sur la vie du village qui paraît former maintenant une seule famille.

Les jeunes gens du village ont pris sur eux de réparer ce que les forces d'occupation avaient détruit dans le village au cours des affrontements. Pour mieux s'organiser, ils ont formé une structure appelée « comité de bénévolat » qui a la responsabilité des travaux de reconstruction et de réparation. L'aide que ce comité a par ailleurs apportée aux paysans a permis de terminer plus tôt que de coutume la cueillette des olives.

Un comité des affaires agricoles a entrepris la bonification des superficies non cultivées. Il fournit graines, engrais et conseils. Il s'occupe également de la pulvérisation des champs et des plantations. Surtout, ce comité a mis en place un système inédit dans le village en créant des fermes coopératives : des terres ont été bonifiées et plantées collectivement et la récolte a été distribuée à tous les participants ainsi qu'aux familles dans le besoin. Cela a permis de préserver et de développer une économie paysanne productive, en

dépit des dures conditions en vigueur et des tentatives de l'occupant de détruire le secteur agricole, considéré comme la colonne vertébrale de l'économie palestinienne en gestation.

Quant au comité de la santé, il fournit des prestations médicales gratuites à la population et distribue les médicaments à tous ceux qui n'ont pas les moyens de les acheter. Le comité a également conduit plusieurs actions humanitaires auxquelles ont contribué de nombreux médecins et infirmiers.

Pour leur part, les brigades d'action ont œuvré pour mettre fin aux velléités qu'ont eues certains épiciers et commerçants d'exploiter les périodes de blocus. Les membres de ces brigades contrôlent les prix et interdisent toute hausse et tout stockage abusif. Les brigades d'action ont conclu un accord avec les chauffeurs de taxis collectifs qui assurent la liaison avec Ramallah, pour baisser le tarif du parcours à 1,3 shekel au lieu de 2 shekels. Elles dressent parfois des barrages pour vérifier auprès des passagers si le prix exigé par le chauffeur est bien conforme. Les contrevenants ont été sommés de s'en tenir au tarif convenu et certains chauffeurs se sont vu interdire de travailler sur cet itinéraire parce qu'ils n'avaient pas respecté cette décision.

Ces pratiques militantes minutieusement organisées, et auxquelles toute la population de Bayt Rima a participé, ont ébranlé les forces d'occupation qui, perdant tout sang-froid, se sont lancées dans une escalade de la répression et mis en oeuvre toute une série de mesures : perquisitions nocturnes répétées, arrestations massives, taxes abusives, saisie de biens, barrages routiers, couvre-feu, blocus militaire prolongé, fermeture des routes conduisant au village pour obliger les habitants à faire de longues distances à pied, coupures d'eau et de courant électrique, blocus alimentaire etc...

Mais malgré leur sévérité, ces mesures sont demeurées sans effet sur la détermination des habitants qui, sous la direction

des brigades d'action, défient les ordres de l'occupant, et en particulier les ordres de couvre-feu et le blocus, et sortent dans les rues où ils affrontent violemment l'armée d'occupation. C'est ce qui s'est passé notamment pour la journée du Fath, le 1^{er} janvier. Le village était alors soumis au couvre-feu. Mais les habitants ont enfreint l'ordre. Ils sont sortis de leurs maisons et se sont affrontés aux forces d'occupation, qui étaient soutenues par des véhicules semi-blindés, des tracteurs et des hélicoptères volant à basse altitude. Les affrontements qui se sont étendus à l'ensemble du village ont duré plus de cinq heures. Ils se sont soldés par la mort d'un jeune homme, Isma'il al-Barghouthi, atteint d'une balle en plein coeur.

Les jeunes, organisés en unités d'attaque, ont pu transporter le corps du martyr dans le village voisin de Nabi Saleh, pour empêcher les militaires de l'enlever. A la tombée du soir, ils l'ont ramené au village et ont formé un cortège funèbre. Le corps du martyr était enveloppé du drapeau palestinien. Une garde d'honneur des brigades d'action marchait en tête, portant des drapeaux palestiniens, des couronnes de fleurs et des photos du jeune homme. Les femmes lançaient des you-you à pleine voix pendant que le ciel du village résonnait de chants patriotiques. La procession a été rejointe par des dizaines de personnes des villages voisins : Kafr 'Ayn, Dayr Ghassana, Qarâwa, Nabi Saleh, 'Aboud.

Les brigades d'action supervisaient l'enterrement. Des dizaines de leurs membres, le visage camouflé par des keffieh palestiniens se tenaient des deux côtés de la route pour protéger le cortège. Dans les ruelles, d'autres groupes patrouillaient afin de pouvoir faire face aux forces d'occupation au cas où ces dernières, qui encerclaient le village, voudraient intervenir pour réprimer la manifestation.

(...)

Al-Quds al-'arabi, 2 mai 1989.